

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1906.

Projet de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, l'importation, le transport, la vente, ainsi que la détention pour la vente des liqueurs dites absinthes (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. CARTON DE WIAERT.

MESSIEURS,

Un économiste français dont la science revêt toujours une forme originale, M. Charles Gide, écrivait, il y a un an, au cours d'une étude sur « la suppression ou la réglementation des débits de boissons » (3) :

« En tout cas, il est inutile de s'occuper présentement d'une semblable mesure (l'interdiction). Même restreinte à cette espèce particulièrement dangereuse de l'alcool qui s'appelle l'absinthe et quoique réclamée par un vœu exprès de l'Académie de Médecine, la prohibition n'a aucune chance d'être consacrée par la loi. Elle l'a été pourtant, paraît-il, par l'Empereur d'Éthiopie Ménélik (4) : Mais le Négus n'a à compter ni avec les producteurs d'absinthe, ni avec les électeurs. »

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 14.

(2) La Commission, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. CARTON DE WIAERT, COUSOT, HYMANS, RUZETTE et VANDERVELDE.

(3) *Bulletin du Comité central du Travail industriel*, janvier 1905, p. 63.

(4) M. Ch. Gide aurait pu ajouter : Et par l'État Indépendant du Congo. En effet, un décret de 1898 y a réalisé cette réforme :

ARTICLE PREMIER.

L'importation et le débit des boissons alcooliques, à base d'absinthe, sont interdits dans tout le territoire de l'État.

ARTICLE 2.

Toute contravention à l'article 1^{er} est punie d'une amende de 100 francs à 5,000 francs et de quinze jours à un mois de servitude pénale, ou d'une de ces peines seulement.

Les liquides alcooliques ayant fait l'objet de la contravention sont en outre saisis et confisqués.

ARTICLE 3.

Tous chefs de maisons de commerce ou autres personnes ayant des employés ou des ouvriers

Vanité des prophéties!... Quelques mois plus tard, nos Chambres législatives votaient une loi interdisant l'absinthe...

Ce vote aura peut-être réhabilité l'institution parlementaire aux yeux de M. Charles Gide... En tout cas, l'écho s'en est prolongé bien au delà de nos frontières.

Les organes les plus autorisés de la presse des deux mondes l'ont commenté d'une façon flatteuse pour notre amour-propre. En France et en Italie, il a provoqué l'organisation d'une active campagne contre la plus perfide des boissons alcooliques. Et des sphères médicales, où les adhésions ont été unanimes ou peu s'en faut, cette campagne commence à gagner l'opinion publique et les milieux officiels.

Jusqu'en Suisse, — c'est-à-dire dans la patrie de l'absinthe, — la prohibition est aujourd'hui à l'ordre du jour.

A la suite d'un crime atroce, dû à l'influence de l'absinthe, et qui fut perpétré récemment à Commugny (canton de Vaud), des délégués de tous les cantons de la Confédération se sont réunis, le 17 décembre 1905, dans la salle du Grand Conseil à Berne, pour discuter la question de l'introduction d'une « demande d'initiative fédérale » pour l'interdiction absolue de la vente de l'absinthe sur toute l'étendue du territoire suisse. L'exemple donné par le Parlement belge y fut invoqué comme l'un des arguments les plus décisifs à l'appui de cette solution, et à une grande majorité, les délégués se prononcèrent pour la « demande d'initiative fédérale ».

Ces considérations engageront sans doute la Chambre à ne point différer l'introduction définitive de cette réforme, d'ailleurs fragmentaire, dont l'honneur lui revient. Dans ce but, votre Commission vous propose d'accepter purement et simplement les modifications de texte que le Sénat a apportées à la proposition de loi, telle qu'elle était sortie de votre vote quasi unanime du 7 avril 1905.

*
* * *

La proposition de l'honorable M. Devigne était ainsi conçue :

ARTICLE UNIQUE.

Sont interdits : la fabrication, le transport, la vente et le débit de la liqueur d'absinthe, à peine de 26 à 500 francs d'amende et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou d'une de ces peines seulement.

EENIG ARTIKEL.

Het vervaardigen, vervoeren, verkoopen en slijten van alsemdrank wordt verboden op straffe eener geldboete van 26 tot 500 frank en eener gevangenzitting van acht dagen tot zes maanden of van slechts ééne dezer straffen.

sous leurs ordres, sont responsables des contraventions au présent décret commises par ces derniers.

ARTICLE 4.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Ostende, le 15 octobre 1898.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Le Secrétaire d'État,

BARON VAN EETVELDE.

Ce texte était à peu près celui formulé par l'honorable M. Le Jeune dans l'article 2 de sa « Proposition de loi pour la police de la vente et du débit des boissons alcooliques distillées, des liqueurs à base d'alcool et des boissons fermentées contenant plus de 18 p. c. d'alcool », proposition déposée le 8 novembre 1898 sur le bureau du Sénat.

Votre section centrale, jugeant que les mots : « liqueur d'absinthe » pouvaient prêter à des confusions dont la fraude chercherait à tirer parti, et estimant que le danger *spécial* de toute liqueur d'absinthe réside surtout dans l'emploi de l'essence d'absinthe, vous proposa, par son rapport du 4^{er} mars 1905, de substituer au texte de l'honorable M. Devigne la formule suivante :

ARTICLE UNIQUE.

Sont interdits : la fabrication, le transport, la vente et le débit de toute liqueur contenant de l'essence d'absinthe, à peine de 26 à 500 francs d'amende et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois, ou d'une de ces peines seulement.

EENIG ARTIKEL.

Het vervaardigen, vervoeren, verkoopen en slijten van om 't even welke likeur bevattende alsemolie is verboden, op straffe van eene geldboete van 26 tot 500 frank en eene gevangenzitting van 8 dagen tot 6 maanden of van slechts ééne dezer straffen.

C'est ce texte qui fut voté par la Chambre dans sa séance du 7 avril 1905 par 127 voix contre 3 et 2 abstentions.

Le 6 juin 1905, le Sénat fut saisi du rapport de la Commission de l'agriculture, chargée d'examiner le projet. Dans cet intéressant rapport, présenté par l'honorable comte t' Kint de Roodenbeke, nous relevons quelques indications officielles au sujet de l'importance actuelle de la fabrication de la liqueur d'absinthe en Belgique.

« Il résulte de renseignements particuliers, que le Département des Finances a recueillis, qu'on peut actuellement évaluer à environ 1,300 hectolitres la fabrication annuelle en Belgique de la liqueur d'absinthe. Ce chiffre comprend la liqueur d'absinthe ordinaire, obtenue à l'aide d'essence, et celle de qualité supérieure, obtenue par l'infusion dans de l'alcool et la distillation de certaines plantes aromatiques. La fabrication tend à augmenter.

» Presque tous les liquoristes belges fabriquent de la liqueur d'absinthe au moyen d'essence, mais la bonne qualité est pour ainsi dire le monopole de maisons étrangères dont certaines ont des succursales de fabrication dans l'agglomération bruxelloise.

» Quant à l'importation, la statistique commerciale belge ne mentionne pas séparément la liqueur d'absinthe. Il en est de même des statistiques suisse et française.

» On croit néanmoins pouvoir assurer que l'importation provient principalement de la France et de la Suisse.

» Le Département des Finances ajoute que la liqueur d'absinthe — dont le prix est relativement élevé — n'est pas consommée par les ouvriers. Ce sont les personnes aisées et plus spécialement les étrangers établis ou de passage en Belgique, qui en font usage. »

Craignant que le texte adopté par la Chambre n'eût pour effet d'amener également la proscription de liqueurs telles que la chartreuse, la bénédictine, le bitter, qui contiennent toutes de l'absinthe, mais à des doses peu élevées, et jugeant d'autre part qu'à l'interdiction de fabriquer et de transporter se lie l'interdiction de détenir et d'importer, la Commission du Sénat a présenté le texte suivant :

ARTICLE PREMIER.

Sont interdits, sous peine de 26 à 500 francs d'amende et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois, ou d'une de ces peines seulement, la fabrication, le transport, la détention, la vente et le débit de la liqueur d'absinthe et de toute liqueur contenant de l'essence d'absinthe, à l'exclusion des liqueurs dites chartreuse, bénédictine, bitter, amer et autres analogues qui ne renferment pas plus d'un gramme d'essences de toute espèce par litre.

L'interdiction ne s'étend pas aux vins aromatisés tels que le vermouth et autres vins analogues.

Les produits faisant l'objet de contraventions aux défenses édictées par le premier alinéa du présent article seront saisis et confisqués.

ART. 2.

L'importation des produits dont la fabrication, le transport, la détention, la vente et le débit sont interdits par le premier alinéa de l'article 1^{er} est prohibée. Cette prohibition ne s'applique pas aux expéditions en transit direct sous surveillance douanière.

ART. 3.

La présente loi ne sera exécutoire qu'à partir du 1^{er} mars 1906, sauf en ce qui concerne l'interdiction de la fabrication et la prohibition de l'importation.

EERSTE ARTIKEL.

Het vervaardigen, vervoeren, in bezit houden, verkoopen, slijten van alsemlikeur en van elke likeur bevattende alsemolie, — met uitzondering van de likeuren genaamd « Chartreuse », « Bénédicte », Bitter (Amer) en andere dergelijke likeuren die, per liter, niet meer dan één gram vluchtige oliën, van welke soort ook, inhouden, — is verboden op straffe van eene boete van 26 tot 500 frank en eene gevangenzitting van 8 dagen tot 6 maanden, of van slechts ééne dezer straffen.

Het verbod breidt zich niet uit tot gekruide wijnen, zooals « Vermouth » en andere dergelijke wijnen.

De voortbrengselen, die het voorwerp uitmaken van overtredingen der verbodsbepalingen vervat in het 1^{ste} lid van dit artikel, worden in beslag genomen en verbeurdverklaard.

ART. 2.

De invoer van de voortbrengselen, die krachtens het 1^{ste} lid van artikel 1 niet mogen vervaardigd, vervoerd, in bezit gehouden, verkocht of gesleten worden, is verboden. Dit verbod is niet van toepassing op de verzendingen die onder het toezicht der douane rechtstreeks worden doorgevoerd.

ART. 3.

Deze wet komt eerst in werking den 1^{er} Maart 1906, behalve wat betreft het verbod van fabricceering en van invoer.

Dans sa séance du 22 juin, le Sénat aborda la discussion de cette proposition.

Quelques membres se prononcèrent contre le principe du projet, comme

attentatoire à la liberté individuelle. D'autres, tout en admettant le principe, émirent la crainte que son application n'entraînât des conséquences vexatoires ou ne favorisât des fraudes telles que l'application en devint illusoire.

Des amendements ayant été présentés par l'honorable Ministre des Finances et par l'honorable M. De Mot, le Sénat décida de les renvoyer à la Commission de l'agriculture. Celle-ci, par l'organe de l'honorable comte T'Kint de Roodenbeke, soumit au Sénat un nouveau texte proposé par le Gouvernement lui-même et sur lequel s'était établi l'accord des membres de la Commission.

Projet de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, l'importation, le transport, la vente, ainsi que la détention pour la vente des liqueurs dites absinthes.

ARTICLE PREMIER.

La fabrication, le transport, la vente ainsi que la détention pour la vente des absinthes sont interdits sous peine d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois, ou d'une de ces peines seulement.

Les produits faisant l'objet de contraventions aux défenses édictées par le présent article seront saisis et confisqués.

ART. 2.

L'importation des absinthes est prohibée. Cette prohibition ne s'applique pas aux expéditions en transit direct sous surveillance douanière.

ART. 3.

La présente loi ne sera exécutoire que dix mois après le jour de sa publication, sauf en ce qui concerne l'interdiction de la fabrication et la prohibition de l'importation.

EERSTE ARTIKEL.

Het vervaardigen, vervoeren, verkoopen van alsemlikeuren, alsmede het ten verkoop in voorraad hebben van deze likeuren is verboden op straffe van eene boete van 26 tot 500 frank en eene gevangenzitting van 8 dagen tot 6 maanden, of van slechts eene dezer straffen.

De voortbrengselen, die het voorwerp uitmaken van overtredingen der verbodsbepalingen vervat in dit artikel, worden in beslag genomen en verbeurdverklaard.

ART. 2.

De invoer van alsemlikeuren is verboden. Dit verbod is niet van toepassing op de verzendingen die onder het toezicht der douane rechtstreeks worden doorgevoerd.

ART. 3.

Deze wet treedt eerst in werking tien maanden na den dag harer bekendmaking, behalve wat betreft het verbod van fabricceering en van invoer.

Le Sénat discuta ce texte dans sa séance du 5 décembre 1903.

L'honorable M. Lambiotte s'éleva contre le projet en faisant valoir que la consommation de l'absinthe est minime en Belgique et qu'elle ne tend pas à augmenter. S'appuyant sur l'avis de plusieurs médecins, il a ajouté que la consommation modérée de l'absinthe n'est pas dangereuse et peut même être utile. Au surplus, si l'on veut agir contre l'alcoolisme, il faut, a-t-il dit, s'y prendre autrement. Il faut d'abord répandre l'instruction et surtout augmen-

ter l'aisance. Il faudrait même réduire l'impôt sur l'alcool, en prenant certaines mesures pour surveiller sa qualité. L'honorable sénateur a fait valoir qu'on pourra continuer à boire de l'absinthe dans d'autres liqueurs. Des négociants, peu scrupuleux, vendront de l'alcool dans lequel ils introduiront une essence d'absinthe synthétique quelconque, et la présence de l'absinthe n'y pouvant être constatée ni chimiquement ni physiquement, la loi ne pourra être appliquée.

L'honorable M. De Mot, tout en considérant la loi comme inutile, présenta ensuite un amendement destiné, en cas d'adoption, à l'améliorer dans la mesure du possible :

« Sont interdits, à peine de 26 à 500 francs d'amende et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois, ou d'une de ces peines seulement, la fabrication, le transport, la vente ainsi que la détention pour la vente, de toute liqueur contenant de l'absinthe, à l'exclusion toutefois des liqueurs qui ne renferment pas plus d'un gramme d'essence d'absinthe par litre à 50° Gay-Lussac. »

L'honorable M. Steurs a déclaré la loi « inutile et inhospitalière ». Si l'usage immodéré de l'absinthe est nocif, il en est de même du vin de Bourgogne, du café, du thé et de nombreuses boissons. D'autre part, le vote de la loi atteindra des industriels honnêtes, qui ont employé des capitaux considérables pour introduire en Belgique une industrie qui n'y existait pas, qui paie des droits élevés et qui occupe un certain nombre d'ouvriers.

A son tour l'honorable baron de Kerchove d'Exaerde a émis la crainte que la loi ne fût vexatoire et inefficace. Il a rappelé qu'en cas d'abus causés par l'usage de liqueurs frelatées, contenant des toxiques, poisons, substances nuisibles, le Gouvernement n'est pas désarmé. Par l'arrêté royal du 31 décembre 1902, il peut interdire l'usage de ces substances. Si des lacunes existent, il peut y être remédié.

L'honorable Ministre des Finances et des Travaux publics a exprimé l'avis que si le Parlement tenait à faire une loi radicale contre l'absinthe, contre « la fée verte », cette liqueur constituée par une émulsion d'essences, il fallait adopter le texte proposé par la Commission. Que si, a-t-il dit, le Sénat n'entend pas proscrire absolument l'absinthe, le Gouvernement possède, en vertu de la loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires et de la loi du 13 avril 1896 relative à la fabrication et à l'importation des alcools, le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour prévenir les abus et les dangers les plus graves. Cette solution par voie de réglementation administrative assurerait, en partie tout au moins, le but que les auteurs de la loi ont voulu atteindre.

Le texte de la Commission fut défendu ensuite par l'honorable comte t'Kint de Roodenbeke, rapporteur, qui se déclara prêt toutefois à étudier de nouveau la question au point de vue d'une solution administrative.

L'honorable M. Picard intervint à ce moment pour engager énergiquement le Sénat à voter le texte de la Commission :

« Un vote du Sénat rejetant le projet serait interprété, dit-il, ici et à l'étranger, comme l'affirmation que le Sénat de Belgique n'est pas d'avis qu'il faut empêcher « l'absinthisme » de se propager.

» Pourquoi, ajouta-t-il, cette préférence pour des arrêtés essentiellement fragiles et instables qu'on retire aussi facilement qu'on les accorde?

» On nous dit que la Belgique n'est pas encore contaminée par l'absinthe, que rien ne presse, qu'il faut attendre que le mal se généralise.

» Ici apparaît la question de savoir si les lois ne doivent être que répressives ou s'il ne vaut pas mieux qu'elles soient préventives. Ainsi, en droit criminel, longtemps on s'est contenté des mesures répressives, mais actuellement on recherche avec insistance les mesures préventives. C'est la fameuse question de savoir s'il ne vaut pas mieux empêcher les courants d'air que de se borner à soigner les rhumes. (*Rires.*)

» Je conviens qu'il n'est pas toujours facile, en matière de législation, de résoudre ce point. Mais j'estime que lorsqu'une loi préventive n'offre pas d'inconvénients sérieux, elle est préférable. Pourquoi? Parce que, lorsque arrive le moment où l'on veut agir par répression, il est souvent trop tard : les habitudes sont prises, la foule résiste, il surgit une universalité d'obstacles.

» Je prends l'exemple de la France. D'après les chiffres qui figurent dans le rapport de M. Devigne, en 1873, on y buvait 6,715 hectolitres seulement. C'était quelque chose comme chez nous actuellement 500 hectolitres. Pour établir la proportion exacte, ce serait 1,000 hectolitres.

» Or, en 1900, on buvait en France 228,900 hectolitres d'absinthe! Actuellement peut-être davantage. Le mal s'est répandu comme la tuberculose, le typhus, la syphilis. Il est si puissant que la lutte contre lui est devenue presque impossible.

» Qu'on essaye actuellement, en France, de supprimer l'absinthe! Personne, sans doute, n'oserait y penser. On sent que c'est insurmontable.

L'honorable M. Picard terminait en invoquant l'opinion de la Chambre « qui semble être aussi, disait-il, cette chose plus imposante et plus sûre : l'opinion publique ».

L'honorable Ministre des Finances et des Travaux publics reprit la parole pour engager le Sénat à adopter le texte de la Commission qui prohibe absolument la liqueur d'absinthe proprement dite, c'est-à-dire cette boisson qui est moins une liqueur alcoolique qu'un liquide obtenu par émulsion d'essences dont l'absinthe est la principale. « Le texte de l'honorable M. De Mot, fit-il remarquer, permettrait de mettre dans le commerce, comme je l'ai expliqué précédemment, de la liqueur d'absinthe diluée comme elle l'est aujourd'hui au moment où on la consomme. »

L'honorable Ministre ajouta : « La loi qui serait votée selon le texte proposé par la Commission trouverait son complément dans l'arrêté royal que j'ai annoncé. »

Enfin, l'honorable baron Descamps convia à son tour le Sénat à voter le projet.

« Il ne faut pas, dit-il, que le mal dont on se plaint se soit tellement aggravé que l'on puisse craindre d'arriver trop tard. On a parlé des législations étrangères : Messieurs, le fait même que la loi qui nous est proposée sera votée aura peut-être quelque répercussion en France. Il sera peut-être

dans ce pays le point de départ de mesures restrictives concernant la vente de l'absinthe. Si notre projet de loi pouvait en quelque manière concourir à ce résultat, il y aurait lieu de nous en féliciter. Mais il aura encore pour notre pays un autre effet : celui de contrecarrer un abus qui peut avoir les conséquences les plus graves au point de vue de la santé publique. »

A la suite de cette discussion, le projet, tel que la Commission l'avait proposé, fut voté par 50 voix contre 21 et 2 abstentions et renvoyé à la Chambre des Représentants.

Depuis lors est intervenu, à la date du 22 décembre 1903, un arrêté royal relatif au commerce des alcools, eaux-de-vie et liqueurs alcooliques.

L'article 3 de cet arrêté royal est ainsi conçu :

« ART. 3. — Il est défendu de fabriquer, de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente, des spiritueux contenant, par litre, une proportion d'alcools supérieurs (évalués en alcool amylique), d'aldéhydes (évaluées en aldéhyde éthylique) et d'huiles essentielles qui excède 3 grammes au total. La proportion maximum est réduite à 2 grammes lorsque les spiritueux contiennent de l'absinthe.

» Les mêmes défenses s'appliquent aux boissons spiritueuses contenant, par litre, plus de 1 décigramme d'acide cyanhydrique libre ou combiné.

» Notre Ministre de l'Agriculture pourra déterminer les procédés à employer pour le dosage des corps mentionnés au présent article. »

Cet arrêté est entré en vigueur le 1^{er} février 1906. Toutefois la date de la mise en vigueur de la disposition de l'article 3 relative aux spiritueux contenant de l'absinthe sera fixée ultérieurement.

Cet arrêté royal limite donc à 2 grammes par litre la proportion maximum d'essences pour « les spiritueux contenant de l'absinthe, » quel que soit d'ailleurs le nom que la liqueur emprunte : chartreuse, trappistine, bitter, etc.

En fait, la disposition de l'article 3 de l'arrêté royal s'appliquera, non seulement aux spiritueux dénommés « absinthe » mais aux spiritueux qui, sans porter cette dénomination, offrent les caractères de la liqueur ainsi généralement dénommée, notamment une teneur relativement élevée en essence d'absinthe; cette teneur se caractérise par la propriété de la liqueur de se troubler fortement et de prendre un aspect laiteux par addition d'eau.

La teneur de 2 grammes par litre en essences, alcools supérieurs et aldéhydes est, d'après l'arrêté, celle à partir de laquelle une liqueur absinthée offre les caractères généraux de l'absinthe forte. Cette limitation sera-t-elle suffisamment sévère pour qu'il y ait concordance entre le règlement et la loi qui veut atteindre les liqueurs dénommées absinthes et toutes celles qui, contenant de l'absinthe, peuvent être assimilées aux premières? L'expérience le dira. Et dans cette mesure, la souplesse de l'intervention administrative n'est pas sans utilité.

Faut-il ajouter, à propos des difficultés que le Sénat, après la Chambre, a rencontrées dans la définition de « l'absinthe », que le projet ne s'applique pas aux plantes d'absinthe ni aux tisanes d'absinthe, mais aux liqueurs généralement connues sous le nom de liqueurs d'absinthe ou qui sont caractérisées par la présence de l'essence d'absinthe à une dose relativement élevée? D'ailleurs, l'intitulé du projet ne laisse plus de doute à ce sujet.

Nous croyons inutile de revenir à nouveau sur le danger hygiénique et social que présente l'absinthe et sur l'intérêt physiologique et moral qui est ici en jeu. Les avis autorisés cités par l'honorable M. Devigne et par le premier rapport consacré à sa proposition, nous dispensent d'insister à ce sujet. Nous nous bornerons à rencontrer quelques objections faites au Sénat. Il y a été dit que la consommation de l'absinthe en Belgique n'est pas élevée. C'est exact. Mais c'est précisément grâce à cette circonstance que le législateur belge peut agir aujourd'hui contre l'absinthe, sans se heurter à une coalition d'intérêts et d'habitudes qui serait peut-être invincible. Il a été dit aussi, au Sénat, que la consommation de l'absinthe n'est guère répandue dans la classe ouvrière. Cette considération est non moins exacte. Mais « l'absinthisme » est chose contagieuse :

« Ce qu'il y a de plus grave dans son histoire, écrit le Dr Legrain, l'éminent directeur de l'asile de Ville-Evrard, c'est le rôle puissant que viennent y jouer l'imitation et l'entraînement. Le propre de l'absinthe est de développer dans le cerveau de ceux qui en usent une certaine mentalité qui les entraîne vers un chiffre de consommation progressif. De plus, l'absinthique est généralement un homme qui boit en compagnie, tout au moins au début, et qui aime à faire partager ses excès, ne fût-ce que pour les excuser à ses propres yeux; il y a là un phénomène de contagion auquel, à coup sûr, vous avez pu assister.

» Mais le phénomène de contamination le plus grave, celui sur lequel je ne saurais trop mettre l'accent, c'est celui qui a entraîné l'ouvrier sur la piste du bourgeois. Le bourgeois a commencé par consommer l'absinthe. Je suis un vieux Parisien; j'habite Paris depuis quarante-trois ans; j'ai vu très nettement la première invasion de l'apéritif du côté du bourgeois, et ce n'est que beaucoup plus tard, depuis quinze ou vingt ans, que j'ai vu l'ouvrier le consommer à son tour⁽¹⁾. »

Quant aux intérêts particuliers qui se trouveraient lésés dans une certaine mesure par l'application de la loi, le Sénat n'a pas jugé qu'ils fussent fondés à invoquer un grief quelconque.

Dans un mémoire très rigoureusement déduit, M. Mesdach de ter Kiele, ancien Procureur général à la Cour de cassation, a démontré qu'il ne pouvait être question d'expropriation, même dans le cas où une loi viendrait à interdire la fabrication de l'alcool. « La souveraineté nationale, disait cet » éminent magistrat, ne comporte ni restriction, ni entrave d'aucune espèce, » et comme elle n'agit jamais qu'en vue de l'utilité générale, toutes les fois » qu'elle détruit un abus, elle n'a garde de payer tribut à ceux que son veto » vient de frapper⁽²⁾. » La loi actuelle est loin d'avoir toute la portée de l'hypothèse envisagée par M. Mesdach de ter Kiele. Les fabricants actuels

(1) Dr LEGRAIN, *L'absinthisme*. (BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ MÉDICALE BELGE DE TEMPÉRANCE, décembre 1905.)

(2) MESDACH DE TER KIELE, *De l'allocation d'indemnités aux distillateurs en cas de suppression de leur industrie*. Observations présentées à la Commission d'études relatives à la question de l'alcoolisme. — Bruxelles, imprimerie Lesigne, 1895.

d'absinthe pourront sans peine utiliser leur outillage et leur personnel pour la fabrication d'autres liqueurs. En ce qui concerne l'écoulement des stocks, le texte que nous vous proposons stipule que la loi n'entrera en vigueur que dix mois après le jour de sa publication.

Le premier texte voté par la Chambre ne prévoyait aucun délai et le texte qui fut présenté d'abord par la Commission du Sénat rendait la loi exécutoire à partir du 1^{er} mars 1906, sauf pour la fabrication et l'importation, qui devaient être interdite immédiatement. Ce délai de dix mois suffira au commerce pour épuiser des approvisionnements dont l'importance ne doit plus être considérable si l'on songe que l'interdiction est soumise depuis 1902, voire depuis 1898, aux délibérations du Parlement.

La Commission a donc l'honneur de vous proposer, à l'unanimité de ses membres, de consacrer définitivement par votre vote le texte adopté par le Sénat et que celui-ci nous a renvoyé.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1906.

Ontwerp van wet waarbij het vervaardigen, invoeren, vervoeren, verkoopen, alsmede het ten verkoop in voorraad hebben van alsemlikeuren is verboden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

MIJNE HEEREN,

Een Fransche economist, die zijne wetenschap steeds op eigenaardige wijze voordraagt, de heer Charles Gide, schreef, een jaar geleden, in eene studie over « de afschaffing of de regeling der drankslijterijen » ⁽³⁾ :

« In elk geval, is het nutteloos zich thans met dergelijken maatregel (het verbod) onledig te houden. *Al moest het worden beperkt tot dit bijzonder gevaarlijk soort van alcohol, dat men alsem heet, en ofschoon het door de Academie van Geneeskunde uitdrukkelijk wordt gevraagd, dan toch heeft het verbod niet de minste kans om door de wet te worden opgelegd.* Het werd nochtans opgelegd, naar het schijnt, door den keizer Menelik van Æthiopie ⁽⁴⁾. Maar de Negus is noch aan de voortbrengers van alsemlikeuren, noch aan de kiezers verantwoording schuldig. »

⁽¹⁾ Ontwerp van wet gewijzigd door den Senaat.

⁽²⁾ De Commissie, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, COUSOT, HYMANS, RUZETTE en VANDERVELDE.

⁽³⁾ *Bulletin du Comité central du Travail industriel*, Januari 1905, blz. 65.

⁽⁴⁾ De heer Ch. Gide had er kunnen bijvoegen : En door den Congo-Vrijstaat. Deze hervorming werd er inderdaad ingevoerd bij decreet van 1898 ;

ARTIKEL 1.

De invoer en de verkoop van alcoholische alsemhoudende dranken is verboden voor gansch het gebied van den Staat.

ARTIKEL 2.

Elke overtreding van artikel 1 wordt gestraft met eene boete van 100 tot 5,000 frank en met vijftien dagen tot ééne maand strafdienstbaarheid of met slechts ééne dezer straffen.

Daarenboven worden de alcoholische dranken, die het voorwerp van deze overtreding uitmaken, in beslag genomen en verbeurdverklaard.

ARTIKEL 3.

Elk hoofd van een handelshuis of elke persoon die bedienden of werklieden onder zijne

Voorspellingen doen is een ijdel werk....! Enkele maanden later werd door onze Wetgevende Kamers eene wet aangenomen, waarbij de alsemlikeuren zijn verboden....

Wellicht werd de parlementaire instelling door die aanneming weder tot eere gebracht in de meening van den heer Charles Gide .. Wat er ook van zij, tot in verre vreemde landen werd dit voorbeeld opgevolgd.

De meest gezaghebbende bladen in beide werelddeelen hebben er over geschreven op eene voor onze eigenliefde vereerende wijze. In Frankrijk en in Italië werd daardoor aanleiding gegeven tot het inrichten van een krachtigen strijd tegen den slechtsten onder de alcoholische dranken. En tot dezen strijd, die aangevangen werd door al of bijna al de geneeskundigen, treden nu het volk en de regeeringen toe.

Zelfs in Zwitserland — in het land waar het verbruik van alsemlikeuren zijn oorsprong vond — staat thans het verbod aan de orde van den dag.

Naar aanleiding van eene afschuwelijke misdaad, onder den invloed van het verbruik van alsemlikeuren onlangs gepleegd te Commugny (Waadland), werd den 17ⁿ December 1903, in de zaal van den Grooten Raad te Bern, door afgevaardigden van al de kantons van den Bond eene vergadering gehouden, om te beraadslagen over het indienen van eene « aanvraag, die zou uitgaan van den Bond » en strekken om den verkoop van alsemlikeuren volstrekt te verbieden binnen gansch het grondgebied van Zwitserland. Het door de Belgische Kamers gegeven voorbeeld werd er ingeroepen als een der meest afdoende bewijsredenen om deze oplossing te billijken, en met eene groote meerderheid besloten de afgevaardigden dat « eene aanvraag door den Bond zou worden ingediend ».

Deze beschouwingen zullen de Kamer wellicht aanzetten die slechts gedeeltelijke hervorming, waarvan zij het initiatief nam, zonder uitstel en voorgoed te vestigen. Met dat doel stelt uwe Commissie voor, u zonder voorbeding te vereenigen met de tekstwijzigingen die de Senaat heeft gebracht in het wetsvoorstel dat gij den 7ⁿ April 1903 met bijna algemeene stemmen hebt aangenomen.

bevelen heeft, is aansprakelijk voor de overtreding van dit decreet, door laatstgenoemden begaan.

ARTIKEL 4.

Onze Staatssecretaris wordt belast met de uitvoering van dit decreet, hetwelk op dezen dag in werking treedt.

Gegeven te Oostende, den 15ⁿ October 1898.

LEOPOLD.

Namens den Koning-Souverein :

De Staatssecretaris,

BARON VAN EETVELDE.

*
*
*

Het voorstel van den achtbaren heer Devigne luidde als volgt :

ARTICLE UNIQUE.

Sont interdits : la fabrication, le transport, la vente et le débit de la liqueur d'absinthe, à peine de 26 à 500 francs d'amende et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou d'une de ces peines seulement.

EENIG ARTIKEL.

Het vervaardigen, vervoeren, verkoopen en slijten van alsemdrank wordt verboden op straffe eener geldboete van 26 tot 500 frank en eener gevangenzitting van acht dagen tot zes maanden of van slechts ééne dezer straffen.

Deze tekst was nagenoeg dezelfde als de tekst, die door den achtbaren heer Le Jeune werd opgenomen in artikel 2 van zijn « Wetsvoorstel voor de politie betreffende het verkoopen en het slijten van gedistilleerde alcoholische dranken, likeuren met alcohol bereid en gegiste dranken die meer dan 18 t. h. alcohol inhouden », voorstel dat in den Senaat werd ingediend den 8ⁿ November 1898.

Uwe Middenafdeeling was van meening dat het woord : « alsemdrank » aanleiding kon geven tot verwarring, die de vervalsching ten goede zou kunnen komen, en tevens dat het *bijzonder* gevaar van elke alsemlikeur vooral door het verbruik van alsemolie wordt opgeleverd; zij stelde u dus voor, in haar verslag van 1 Maart 1903, den tekst van den achtbaren heer Devigne te vervangen door den volgende tekst :

ARTICLE UNIQUE.

Sont interdits : la fabrication, le transport, la vente et le débit de toute liqueur contenant de l'essence d'absinthe, à peine de 26 à 500 francs d'amende et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois, ou d'une de ces peines seulement.

EENIG ARTIKEL.

Het vervaardigen, vervoeren, verkoopen en slijten van *om 't even welke likeur bevattende alsemolie* is verboden, op straffe van eene geldboete van 26 tot 500 frank en eene gevangenzitting van 8 dagen tot 6 maanden of van slechts ééne dezer straffen.

Deze tekst werd door de Kamer aangenomen den 7ⁿ April 1903 met 127 stemmen tegen 5 en 2 onthoudingen.

Den 6ⁿ Juni 1903 werd het Verslag van de Commissie voor Landbouw, belast met het onderzoek van het ontwerp, aan den Senaat medegedeeld. In dat belangwekkend verslag, uitgebracht door den achtbaren graaf t' Kint de Roodenbeke, vinden wij enkele officieele opgaven betreffende den huidige omvang van de vervaardiging van alsemlikeuren in België.

« Uit bijzondere inlichtingen, door het Ministerie van Financiën ingewonnen, blijkt dat thans, in België, omtrent 1,300 hectoliter alsemlikeuren per jaar worden vervaardigd. Daaronder zijn begrepen de gevonne alsemlikeur, bereid door middel van alsemolie, en de alsemlikeur van betere kwaliteit, bereid door uittrekking in alcohol en distillatie van sommige welriekende planten. Gezegd bedrag neemt toe.

» Bijna al de likeurstokers in België vervaardigen alsemlikeur door middel van alsemolie, doch vreemde firmas, waarvan sommige te Brussel en voorsteden hulphuizen tot vervaardiging hebben opgericht, hebben nagenoeg het monopolie voor de alsemlikeur van betere kwaliteit.

» Onder de ingevoerde likeuren wordt de alsemlikeur niet afzonderlijk opgegeven in de handelsstatistiek van België, evenmin als in de statistieken van Zwitserland en van Frankrijk.

» Niettemin meent men te mogen verzekeren, dat zij vooral uit Frankrijk en uit Zwitserland wordt ingevoerd.

» Het Departement van Financiën voegt er bij, dat alsemlikeur, die betrekkelijk duur kost, verbruikt wordt niet door de werklieden, maar wel door de gegoede lieden en vooral door de vreemdelingen, die te Brussel zijn gevestigd of er zich voorloopig bevinden. »

De Commissie van den Senaat vreesde, dat de door de Kamer aangenomen tekst het verbod zou kunnen doen uitstrekken tot andere likeuren, namelijk tot « Chartreuse », « Bénédictine », « Bitter », die allen alsem inhouden, doch in geringe mate; anderzijds, was zij van meening dat het verbod, alsemlikeuren te vervaardigen en te vervoeren, ook het verbod deze in voorraad te hebben en in te voeren meebrengt. Om die redenen stelde zij den volgende tekst voor :

ARTICLE PREMIER.

Sont interdits, sous peine de 26 à 500 francs d'amende et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois, ou d'une de ces peines seulement, la fabrication, le transport, la détention, la vente et le débit de la liqueur d'absinthe et de toute liqueur contenant de l'essence d'absinthe, à l'exclusion des liqueurs dites chartreuse, bénédictine, bitter, amer et autres analogues qui ne renferment pas plus d'un gramme d'essences de toute espèce par litre.

L'interdiction ne s'étend pas aux vins aromatisés tels que le vermouth et autres vins analogues.

Les produits faisant l'objet de contraventions aux défenses édictées par le premier alinéa du présent article seront saisis et confisqués.

ART. 2.

L'importation des produits dont la fabrication, le transport, la détention, la vente et le débit sont interdits par le premier alinéa

EERSTE ARTIKEL.

Het vervaardigen, vervoeren, in bezit houden, verkoopen, slijten van alsemlikeur en van elke likeur bevattende alsemolie, — met uitzondering van de likeuren genaamd « Chartreuse », « Bénédictine », Bitter (Amer) en andere dergelijke likeuren die, per liter, niet meer dan één gram vluchtige oliën, van welke soort ook, inhouden, — is verboden op straffe van eene boete van 26 tot 500 frank en eene gevangenzitting van 8 dagen tot 6 maanden, of van slechts ééne dezer straffen.

Het verbod breidt zich niet uit tot gekruide wijnen, zooals « Vermouth » en andere dergelijke wijnen.

De voortbrengselen, die het voorwerp uitmaken van overtredingen der verbodsbepalingen vervat in het 1^{ste} lid van dit artikel, worden in beslag genomen en verbeurdverklaard.

ART. 2.

De invoer van de voortbrengselen, die krachtens het 1^{ste} lid van artikel 1 niet mogen vervaardigd, vervoerd, in bezit ge-

de l'article 1^{er} est prohibée. Cette prohibition ne s'applique pas aux expéditions en transit direct sous surveillance douanière.

ART. 3.

La présente loi ne sera exécutoire qu'à partir du 1^{er} mars 1906, sauf en ce qui concerne l'interdiction de la fabrication et la prohibition de l'importation.

houden, verkocht of gesleten worden, is verboden. Dit verbod is niet van toepassing op de verzendingen die onder het toezicht der douane rechtstreeks worden doorgevoerd.

ART. 3.

Deze wet komt eerst in werking den 1^{en} Maart 1906, behalve wat betreft het verbod van fabricceering en van invoer.

De behandeling van dat voorstel nam een aanvang in den Senaat den 22ⁿ Juni.

Enkele leden bestreden het beginsel van het ontwerp, als zijnde in strijd met de persoonlijke vrijheid. Andere vereenigden zich met het beginsel, doch vreesden dat de toepassing daarvan aanleiding zou geven tot kwellende gevolgen of het bedrog zou bevorderen, zóó dat de uitvoering vruchteloos blijven zou.

Amendementen werden ingediend door den achtbaren Minister van Financiën en door den achtbaren heer De Mot, en de Senaat besliste ze te doen onderzoeken door de Commissie voor Landbouw. Namens deze Commissie onderwierp de achtbare graaf t' Kint de Roodenbeke aan den Senaat een nieuwen tekst, dien de Regeering zelf had voorgesteld en waarover de leden der Commissie het eens waren geworden.

Ontwerp van wet waarbij het vervaardigen, invoeren, vervoeren, verkoopen, alsmede het ten verkoop in voorraad hebben van alsemlikeuren is verboden.

ARTICLE PREMIER.

La fabrication, le transport, la vente ainsi que la détention pour la vente des absinthes sont interdits sous peine d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois, ou d'une de ces peines seulement.

Les produits faisant l'objet de contraventions aux défenses édictées par le présent article seront saisis et confisqués.

ART. 2.

L'importation des absinthes est prohibée. Cette prohibition ne s'applique pas aux expéditions en transit direct sous surveillance douanière.

EERSTE ARTIKEL.

Het vervaardigen, vervoeren, verkoopen van alsemlikeuren, alsmede het ten verkoop in voorraad hebben van deze likeuren is verboden op straffe van eene boete van 26 tot 500 frank en eene gevangenzitting van 8 dagen tot 6 maanden, of van slechts ééne dezer straffen.

De voortbrengselen, die het voorwerp uitmaken van overtredingen der verbodsbepalingen vervat in dit artikel, worden in beslag genomen en verbeurdverklaard.

ART. 2.

De invoer van alsemlikeuren is verboden. Dit verbod is niet van toepassing op de verzendingen die onder het toezicht der douane rechtstreeks worden doorgevoerd.

ART. 3.

La présente loi ne sera exécutoire que dix mois après le jour de sa publication, sauf en ce qui concerne l'interdiction de la fabrication et la prohibition de l'importation.

ART. 3.

Deze wet treedt eerst in werking tien maanden na den dag harer bekendmaking, behalve wat betreft het verbod van fabricceering en van invoer.

Deze tekst werd door den Senaat behandeld ter vergadering van 5 December 1905.

De achtbare heer Lambiotte bestreed het ontwerp : daartoe steunde hij op het gering verbruik van alsemlikeuren in België en op het niet toenemen daarvan. Zich vereenigende met de zienswijze van verscheidene geneesheeren, voegde hij er bij dat het matig verbruik van alsemlikeuren niet gevaarlijk is en zelfs nuttig zijn kan. Overigens, wil men het alcoholisme bestrijden, dan moet men, zegde hij, daartoe andere middelen aanwenden. Vooreerst dient men het onderwijs te verspreiden en vooral den welstand te doen toenemen. Men zou zelfs de alcoholbelasting moeten verminderen, doch tevens zekere maatregelen nemen om toezicht te houden over de qualiteit van den alcohol. De achtbare Senator beweerde dat men zal kunnen voortgaan alsem te drinken in andere likeuren. Weinig eerlijke handelaars zullen alcohol verkoopen, waaraan zij eene om 't even welke synthetische alsemolie zullen toevoegen, en, daar de aanwezigheid van alsem daarin niet kan worden vastgesteld door scheikundige noch door physische middelen, zal de wet niet kunnen toegepast worden.

De achtbare heer De Mot, ofschoon, naar zijne meening, de wet nutteloos was, diende daarna een amendement in, dat de wet, voor het geval zij aangenomen werd, zooveel mogelijk zou verbeteren :

« Het vervaardigen, vervoeren, verkoopen, alsmede het ten verkoop in voorraad hebben van elke likeur bevattende alsem, doch met uitzondering van de likeuren die niet meer dan één gram alsemolie op 50° Gay-Lussac per liter inhouden, is verboden op straffe van eene boete van 26 tot 500 frank en eene gevangenzitting van 8 dagen tot 6 maanden, of van slechts ééne dezer straffen. »

Volgens den achtbaren heer Steurs is de wet « nutteloos en ongastvrij ». Is het onmatig verbruik van alsemlikeuren schadelijk, evenzoo is het gelegen met Bourgognewijn, koffie, thee en talrijke dranken. Anderzijds zal de aanneming der wet eerlijke nijveraars treffen, die aanzienlijke sommen hebben uitgegeven om in België eene nijverheid te vestigen, welke er niet bestond, hooge rechten betaalt en arbeid verschaft aan een zeker getal werklieden.

Op zijne beurt uitte de achtbare baron de Kerchove d'Exaerde de vrees dat de wet kwellend en ondoelmatig zou zijn. Hij herinnerde dat, zoo er misbruiken worden gepleegd door het verbruiken van vervalschte likeuren, die toxische, vergiftigende of schadelijke stoffen inhouden, de Regeering niet van alle macht beroofd is. Krachtens het koninklijk besluit van 31 December 1902, is zij bevoegd om het gebruik van die stoffen te verbieden. Mochten er leemten zijn, dan kan daarin worden voorzien.

De achtbare Minister van Financiën en van Openbare Werken drukte de meening uit dat, zoo het Parlement er prijs op stelde eene radicale wet te maken tegen de alsemlikeur, tegen « de groene fee » — likeur bestaande uit eene oplossing van « essentiën » — men den tekst, door de Commissie voorgesteld, diende aan te nemen. Moest, zegde hij, de Senaat de alsemlikeuren niet volstrekt willen verbieden, dan is de Regeering, krachtens de wet van 4 Augustus 1890 op de vervalsching der eetwaren en de wet van 15 April 1896 op het vervaardigen en invoeren van alcohol, bevoegd om de vereischte maatregelen te nemen ten einde de ergste misbruiken en gevaren te voorkomen. Door deze oplossing bij bestuursregeling zou men, althans voor een deel, het doel bereiken dat door de indieners der wet werd beoogd.

De tekst der Commissie werd daarna verdedigd door den achtbaren graaf 't Kint de Roodenbeke, verslaggever; hij verklaarde bereid te zijn het vraagstuk opnieuw te bestudeeren met het oog op eene oplossing bij wijze van bestuursregeling.

Toen trad de achtbare heer Picard op om in krachtige bewoordingen den Senaat aan te zetten, den tekst der Commissie aan te nemen :

« Wordt het ontwerp door den Senaat verworpen, — zoo sprak hij, — dan zal in België en in den vreemde worden gezegd dat de Senaat van België niet van oordeel is dat de « absynthplaa» dient te worden bestreden.

» Waarom, voegde hij er bij, zou men de voorkeur geven aan besluiten die uit hunnen aard vergankelijk en onvast zijn en zoo gemakkelijk worden ingetrokken als zij worden genomen?

» Men zegt ons dat België door de absintplaa» nog niet is bedorven, dat er geen haast bij is, dat men wachten moet totdat de plaa» meer algemeen wordt.

» Hier rijst de vraag op, of de wetten enkel tot beteugeling dienen moeten, ofwel of het niet beter is dat zij als voorbehoedmiddelen gelden. Op strafrechtelijk gebied stelde men zich, gedurende geruimen tijd, tevreden met beteugelende maatregelen, doch thans worden voorbehoedende maatregelen met aandrang opgezocht. Evenzoo werd de beruchte vraag gesteld, of het niet beter is tochten te verhinderen dan wel zich te bepalen bij het verzorgen van verkoudheden. (*Gelach.*)

» Volgaarne neem ik aan dat, op wetgevend gebied, dat vraagstuk niet altijd zonder moeite kan worden opgelost. Ik ben echter van meening dat men de voorkeur moet geven aan eene voorbehoedende wet, zoo deze geen ernstige bezwaren oplevert. Waarom? Omdat, wanneer de dag aanbreekt waarop men tot beteugeling wil overgaan, het dikwijls te laat is : de gewoonten zijn gevestigd, het volk biedt weerstand, van alle zijden rijzen bezwaren op.

» Gaat na wat zich in Frankrijk voordoet. Uit de cijfers, die in het verslag van den heer Devigne voorkomen, blijkt dat er, in 1873, enkel 6,715 hectoliter werden verbruikt. Toen verkeerde Frankrijk nagenoeg in denzelfden toestand als die, waarin ons land, waar 500 hectoliter worden verbruikt, thans verkeert. Om de juiste verhouding te bepalen, zou dit verbruik 1,000 hectoliter moeten bereiken.

» Welnu, in 1900, werden in Frankrijk 228,900 hectoliter verbruikt en thans

misschien nog meer. De plaag nam toe evenals tuberculose, typhus, syphilis, en is zoo machtig dat het bijna onmogelijk is geworden ze te bestrijden.

» Men beproeve thans, de absyntlikeur af te schaffen in Frankrijk! Wellicht zou niemand het durven wagen. Men gevoelt dat de plaag onoverwinnelijk is.»

De achtbare heer Picard steunde, ten slotte, op het gevoelen der Kamer, « dat blijkt in overeenstemming te zijn met het gevoelen van het volk, wat meer gewichtig en meer zeker is. »

De achtbare Minister van Financiën en Openbare werken voerde nogmaals het woord om den Senaat aan te zetten, den tekst der Commissie aan te nemen; immers, de eigenlijk gezegde alsemlikeur, dat is die drank welke veeleer eene vloeistof is, bereid door oplossing van « essentiën » waaronder de alsemolie de eerste plaats inneemt, dan wel een alcoholische likeur, wordt door bedoelden tekst volstrekt verboden. « Dank zij den tekst, voorgesteld door den achtbaren heer De Mot, — zoo luidde eene opmerking van den Minister, — zou men, ik loonde het reeds aan, eene met water verdunde alsemlikeur zooals de huidige alsemlikeur op het oogenblik dat men ze verbruikt, in den handel kunnen brengen. »

De achtbare Minister voegde er bij: « De wet, die zou worden aangenomen volgens den tekst voorgesteld door de Commissie, zou worden aangevuld door het koninklijk besluit waarvan ik heb gesproken. »

Eindelijk verzocht de achtbare baron Descamps op zijne beurt den Senaat, het ontwerp goed te keuren.

« Het mag niet worden geduld, zegde hij, dat de aangeklaagde plaag in zulke mate hebbe toegenomen dat men kunne vreezen te laat op te treden. Men heeft gewezen op de vreemde wetten: Mijne Heeren, wellicht zal het goedkeuren van de voorgestelde wet eenigen weerklink vinden in Frankrijk. Wellicht zal het in dat land aanleiding geven tot verbodsbepalingen betreffende den verkoop van alsemlikeuren. Mocht ons wetsontwerp tot dergelijken uitslag eenigszins bijdragen, dan zouden wij ons daarmee moeten gelukwenschen. Het zal echter voor ons land nog een ander gevolg hebben, namelijk, een misbruik te keer te gaan, dat voor de volksgezondheid de ergste uitwerkselen kan hebben. »

Na deze beraadslaging werd het ontwerp, zooals het door de Commissie was voorgesteld, aangenomen met 50 stemmen tegen 21 en 2 onthoudingen, en naar de Kamer teruggezonden.

Sedert werd, op 22 December 1905, een koninklijk besluit genomen betreffende den handel in alcohol, brandewijn en alcoholische likeuren.

Artikel 3 van dat koninklijk besluit luidt als volgt:

« ART. 3. Is verboden de fabricatie, de verkoop, het te koop stellen, behouden of vervoeren voor den verkoop, van geestrijke dranken behelzende, per liter, eene verhouding van hooger alcohol (ondersteld te zijn aardappel-foezeolie) van aldehyde (ondersteld te zijn oethel-aldehyde) en van vluchtige oliën gezamenlijk van meer dan 3 grammen. De hoogste verhouding wordt tot twee grammen verminderd wanneer de geestrijke dranken alsem bevatten.

« Hetzelfde verbod is toepasselijk op de geestrijke dranken die, per liter, meer dan 1 decigram vrij of samengesteld cyaan-waterstofzuur bevatten.

» Onze Minister van Landbouw mag aanduiden de behandelingen welke dienen aangewend te worden tot het bepalen der dosis van de in dit artikel vermelde lichamen. »

Dat besluit is in werking getreden den 1ⁿ Februari 1906. Doch de dag, waarop de bepaling van artikel 3 betreffende de sterke dranken die alssem inhouden, in werking zal treden, wordt later vastgesteld.

Dat besluit beperkt tot 2 gram per liter de hoogste hoeveelheid essentiën « voor de geestrijke dranken die alssem inhouden », welke de naam van de likeur ook zij : chartreuse, trappistine, bitter, enz.

Feitelijk zal de bepaling van het koninklijk besluit van toepassing zijn niet alleen op de geestrijke dranken die « alssemlikeuren » worden genaamd, maar ook op de geestrijke dranken, die, ofschoon zij niet « alssemlikeuren » worden genaamd, de kenteekenen van deze over 't algemeen aldus genaamde likeur vertoonen, namelijk, een betrekkelijk hoog gehalte aan alssemolie; dat gehalte is gekenmerkt door de eigenschap der likeur, zeer troebel te worden en een melkachtig uitzicht te vertoonen, wanneer men er water aan toevoegt.

Zoodra het gehalte aan essentiën, hooger en alcohol en aldehyde 2 gram per liter bereikt, dan heeft, volgens het besluit, eene alssemlikeur de algemeene kenteekenen van sterken alssem. Zal deze beperking krachtig genoeg zijn opdat er overeenstemming zij tusschen het reglement en de wet die ten doel heeft al de likeuren te treffen, welke alssemlikeuren worden genaamd, alsmede al de andere likeuren, die alssem inhouden en dus met de eerste moeten worden gelijkgesteld? Dat zal uit de toekomst blijken. En binnen die mate levert het optreden van het bestuur, dat gemakkelijker handelen kan, eenig nut op.

Dient er te worden gezegd, naar aanleiding van de bezwaren, die de bepaling van het woord « alssem » voor den Senaat, evenals vroeger voor de Kamer opleverde, dat het ontwerp van toepassing is noch op de alssemplant, noch op den alssem drank, maar wel op de likeuren die algemeen gekend zijn onder den naam : « alssemlikeuren » en zijn gekenmerkt door de aanwezigheid van eene betrekkelijk groote hoeveelheid alssemolie? Overigens, de titel laat hieromtrent geen twijfel meer bestaan.

Wij achten het onnoodig, nogmaals te wijzen op het gevaar dat de alssemlikeuren opleveren voor de gezondheid, voor de maatschappij, en evenmin op het physiologisch en zedelijk belang dat daarbij is betrokken. De zienswijzen van gezaghebbende mannen, aangehaald door den achtbaren heer Devigne en door het eerste verslag over zijn voorstel, veroorloven ons, dit ter zijde te laten. Wij willen enkel antwoorden op eenige tegenwerpingen die in den Senaat werden gedaan. Er werd gezegd dat het verbruik van alssemlikeuren in België gering is. Dat is zóó. Doch dank zij die omstandigheid, kan de Belgische wetgever heden optreden tegen het verbruik van alssemlikeuren, zonder te moeten strijden tegen allerlei belangen en gewoonten, die wellicht niet uit den weg zouden kunnen geruimd worden. In den Senaat werd ook gezegd dat de alssemlikeuren door de arbeidersklasse weinig worden ver-

bruikt. Dat gezegde is even gegrond als het eerste. Men vergeet echter niet dat de « alsemlaag » een aanstekelijk iets is :

« Het ergste in haar verleden, schrijft Dr Legrain, de uitstekende bestuurder van het gesticht te Ville-Evrard, is de groote macht, op dat gebied, van navolging en verleiding. Het kenmerkende van de alsemlaagen is, dat zij in het brein van hen, die ze verbruiken, een zekere geestesgesteldheid ontwikkelen, welke hen aanzet steeds meer te verbruiken. Daarenboven is de absintdrinker over het algemeen een man die in het gezelschap van anderen drinkt, althans in den beginne, en er aan houdt dat anderen ook de buitensporigheden bedrijven waaraan hij zich schuldig maakt, al ware het enkel om deze tegenover zich zelf te verschoonen; dat is een verschijnsel van aanstekelijkheid waarvan gij ongetwijfeld getuige zijt geweest.

» Doch het ergste verschijnsel van besmetting, een verschijnsel waarop ik niet genoeg drukken kan, is dit hetwelk den werkman op hetzelfde spoor heeft gebracht als den burger. Eerst was het de burger, die alsemlaagen verbruikte. Ik ben een oude Parijzenaar; ik bewoon Parijs sedert drie-en-veertig jaar; zeer duidelijk heb ik vastgesteld hoe de burger de eerste was om die laagen te verbruiken, en het is slechts veel later, sedert vijftien of twintig jaar, dat de werkman ze op zijne beurt verbruikte (1). »

Wat aangaat de bijzondere belangen die in zekere mate mochten gekrenkt worden door de toepassing der wet, de Senaat was niet van meening dat zij gerechtigd zouden zijn om zich over 't is gelijk welke grief te beklagen.

In eene zeer sterk beredeneerde memorie heeft de heer Mesdach de ter Kiele, gewezen Procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, bewezen dat er geen sprake kon zijn van onteigening, zelfs wanneer het vervaardigen van alcohol door eene wet zou verboden worden.

« De souvereiniteit der natie, zegde die uitstekende magistraat, mag op geene wijze hoegenaamd worden beperkt noch belemmerd, en, daar zij steeds met het oog op het algemeen belang handelt, onthoudt zij zich, telkens als zij een misbruik uitroeit, eene vergoeding te betalen aan degenen welke door hare verbodsbepalingen worden getroffen (2). » De bestaande wet heeft geenszins de volle beteekenis van de veronderstelling die de heer Mesdach de ter Kiele deed. De huidige fabrikanten van alsemlaagen zullen zonder moeite hunne werktuigen en hun personeel kunnen benuttigen voor het vervaardigen van andere laagen. Wat aangaat het aan den man brengen van den voorraad, de door ons voorgestelde tekst bepaalt dat de wet slechts tien maanden na den dag van hare bekendmaking in werking zal treden.

In den eersten tekst, door de Kamer aangenomen, was geen termijn voorzien, en krachtens den tekst, die eerst door de Commissie van den Senaat

(1) Dr LEGRAIN, *L'absinthisme*. (BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ MÉDICALE BELGE DE TEMPÉRANCE, December 1905.)

(2) MESDACH DE TER KIELE, *De l'allocation d'indemnités aux distillateurs en cas de suppression de leur industrie*. Observations présentées à la Commission d'études relatives à la question de l'alcoolisme. — Bruxelles, imprimerie Lesigne, 1895.

werd ingediend, moest de wet in werking komen den 1ⁿ Maart 1906, behalve wat betreft de fabriceering en den invoer. Dit tijdsbestek van tien maanden zal toereikend zijn opdat de handelaars hunnen voorraad aan den man kunnen brengen; deze voorraad moet niet aanzienlijk meer zijn, als men in acht neemt dat het verbod sedert 1902, ja zelfs sedert 1898, aan de beraadslagingen van het Parlement is onderworpen.

De Commissie heeft dus de eer u eenparig voor te stellen, den tekst die de Senaat goedgekeurd en ons toegezonden heeft, door uwe stemming voorgoed te bekrachtigen.

De Verslaggever,
H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

